

PRÉFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Bourges, le

29 JAN. 2019

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

SAS Entreprise CASSIER

Commune de Brinon-sur-Sauldre

**Rapport et projet d'arrêté préfectoral
d'autorisation**

Objet : Demande de renouvellement et d'extension d'une carrière
d'alluvions

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par lettre en date du 23 mai 2016, Monsieur Eric LIGLET, président de la SAS Entreprise CASSIER dont le siège social est actuellement situé à La Ballastière 37700 Saint Pierre des Corps, a sollicité l'autorisation de renouveler et d'étendre une carrière d'alluvions sur la commune de Brinon-sur-Sauldre au lieu-dit « Les Pointards ».

À cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 3 juin 2016. Une nouvelle version du dossier (version janvier 2017) a été déposée le 6 mars 2017 en Préfecture du Cher. Elle a été complétée le 15 février 2018 (version janvier 2018).

Cette dernière version a été reconnue formellement recevable par le service d'inspection le 26 février 2018.

Un plan de situation du projet est annexé au présent rapport

En vertu du 2° de l'article 15 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, la présente demande d'autorisation, régulièrement déposée avant le 1^{er} mars 2017, est instruite selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance sus-visée.

.../...

PJ : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation
Plan de situation

1 OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Contexte actuel

La SAS Entreprise CASSIER a été autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1996, modifié par arrêté du 9 mars 2009, à exploiter une carrière d'alluvions anciennes de basse terrasse de la Grande Sauldre sur une superficie totale d'environ 13 ha.

Cette autorisation a été accordée pour une durée de 25 ans, soit jusqu'au 19 juin 2021. Elle n'est donc pas échue à ce jour.

L'arrêté sus-visé autorisait également une installation de traitement des matériaux. En 2003, cette installation a été entièrement démontée. Depuis, les matériaux extraits sont transportés par route vers l'un des deux sites de l'Entreprise CASSIER disposant de telles installations.

Enfin, l'arrêté sus-visé visait un dépôt aérien de liquide inflammable (10 m³) et une installation de distribution de carburant. Ces installations n'existent plus sur le site.

1.2 Présentation de la demande

Le pétitionnaire sollicite :

- le renouvellement de son autorisation d'exploiter la carrière d'alluvions anciennes ;
- une extension de la surface d'extraction, représentant une superficie de 5 ha 22 a 46 ca sur la totalité des parcelles cadastrées B 382 et B 781, dans le prolongement vers le Nord de l'extraction actuelle.

Cette demande est sollicitée pour une durée de 10 ans comprenant la remise en état.

L'emprise totale sera de 17 ha 76 a 55 ca, pour une superficie exploitable de 4 ha 63 a 15 ca. Le pétitionnaire dispose de la maîtrise foncière des parcelles concernées via deux contrats de forage.

Le gisement représente un volume à extraire estimé à 195 523 m³, soit environ 313 000 tonnes (densité de 1,6 retenue).

L'autorisation est sollicitée pour une production annuelle de 35 000 tonnes en moyenne et de 60 000 tonnes au maximum. Cela représente une diminution par rapport à l'autorisation actuelle qui fixe une production de 50 000 tonnes en moyenne et de 100 000 tonnes au maximum.

L'exploitation de la carrière est prévue de 8h à 12 h et de 13h30 à 17h15, cinq jours par semaine. L'amplitude pourra être étendue (7h et 22h) en fonction des chantiers. Le site sera fermé les samedis, dimanches et jours fériés.

Le pétitionnaire souhaite conserver les infrastructures existantes et son mode d'exploitation actuel par campagne de trois semaines consécutives (représentant 6 à 18 semaines d'activité au total sur l'année). Les matériaux seront mis en stock sur site pour égouttage puis acheminés par la route jusqu'à l'une des deux installations de traitement de l'entreprise CASSIER où ils seront lavés, criblés et concassés. Ces deux sites, respectivement à 1 km et 18 km du projet, disposent des autorisations en vigueur dont l'une couvrira toute la période d'exploitation sollicitée.

La puissance de gisement à exploiter estimée par le pétitionnaire étant de l'ordre de 4 m, la cote en fond de fouille n'excédera pas 131,5 m NGF. Elle est actuellement autorisée à 131 m NGF.

En l'absence de traitement des matériaux sur site, le projet ne prévoit aucun prélèvement ou rejet d'eau.

Les terres de découverte en excès par rapport aux opérations de remise en état seront utilisées pour la création de nouveaux merlons de 3 m en limite du nouveau périmètre d'autorisation.

La remise en état du site prévoit :

- l'enlèvement de tous les équipements présents et décompactage des surfaces avec régalaie des terres ;
- le maintien du bassin de décantation d'une superficie de 0,26 ha avec modelage des berges en pentes douces ;
- la création d'un plan d'eau d'une superficie de 11,58 ha et d'une profondeur moyenne de 4 m. Il comportera des berges à 30 % au et des berges 45 % afin de permettre la circulation d'eau et les échanges avec la nappe alluviale de la Grande Sauldre et de répondre aux besoins des activités de pêche ;
- un chemin piétonnier permettant d'accéder à l'ancien bassin de décantation ;
- des plantations sur les abords du plan d'eau avec des essences locales.

Un plan définissant les principes de cette remise en état figure en annexe 3 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

1.3 Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	A NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unités du volume
2510	1	A	Exploitation de carrières	Carrière d'alluvions Surface totale de 177 655 m ² dont 46 315 exploitable Production annuelle maximum : 60 000 t moyenne : 35 000 t	/	/	/	/	/

A = Autorisation

Pour mémoire, l'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume	Unité du volume
3.2.3.0	A	Plans d'eau, permanents ou non	Deux plans d'eau issus de la remise en état	Superficie	> 0,1 mais < à 3	ha	11,58 et 0,26	ha

A = Autorisation

1.4 Maîtrise de l'urbanisation

Le projet se situe intégralement sur le territoire de la commune de Brinon-sur-Sauldre.

La commune ne possède pas de plan local d'urbanisme (PLU) et n'est pas couverte par un schéma de cohérence territoriale (SCOT).

En l'absence de plan d'occupation des sols et de PLU, c'est le règlement national d'urbanisme qui s'applique. Ce dernier permet d'autoriser l'exploitation d'une carrière en dehors des zones actuellement urbanisées.

2 PROCÉDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis, le 27 avril 2018, un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

L'autorité environnementale a conclu que le contenu de l'étude d'impact et de l'étude de dangers est globalement en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Elle considère que le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés et que l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 conclut de manière argumentée à l'absence d'incidence du projet sur l'état de conservation des sites les plus proches.

Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'autorité environnementale estime que l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet et que ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet.

Dans le cadre de son projet de réaménagement, le pétitionnaire prévoit la conservation de portions de haies pour leur richesse écologique et leur attractivité pour l'avifaune. L'autorité environnementale considère que ces mesures justifient de la bonne prise en compte de l'environnement par le projet.

En conclusion, l'autorité environnementale recommande de comparer les relevés piézométriques de la Grande Sauldre et du plan d'eau de la carrière existante et de décrire l'état de colmatage des berges de la carrière existante.

L'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale a été transmis au pétitionnaire pour lui permettre d'apporter des éléments complémentaires à la recommandation.

Le pétitionnaire a répondu le 22 mai 2018 en proposant de comparer les relevés piézométriques du plan d'eau de la carrière existante non pas avec les relevés piézométriques de la Grande Sauldre mais avec ceux de deux puits répertoriés P3 « Les Pointards » et P6 « La Comette ».

L'inspection des installations classées maintient sa demande initiale et propose donc demander une comparaison des relevés piézométriques de deux forages avec ceux du plan d'eau de la carrière existante afin d'observer l'état de colmatage des berges du plan d'eau (cf. article 2.1.6) sous 6 mois. Les deux forages retenus sont le P6 « La Comette » et l'ouvrage repéré 04316X0008/F.

2.2 Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du mardi 22 mai 2018 à partir de 09h00 au lundi 25 juin 2018 jusqu'à 12h00, dans les communes de Brinon-sur-Sauldre et de Clémont.

Lors de cette enquête, 6 observations ont été consignées sur le registre.

La problématique principale concerne la circulation des poids lourds, et les nuisances qu'elle peut engendrer : le bruit, la poussière, et les vibrations. Il est fait état également de dégradation environnementale (routes), de nuisances provoquées par l'extraction (bruit et poussières) et de préemption des terres agricoles pour étendre la carrière à proximité des habitations.

Le pétitionnaire, interrogé sur ces thèmes, a apporté au commissaire enquêteur des réponses appropriées.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a émis un **avis favorable**. Il s'est appuyé en particulier, sur les réponses aux observations du public apportées par le pétitionnaire qu'il a jugé appropriées.

2.4 Avis des conseils municipaux

Dans sa délibération du 23 mai 2018, le conseil municipal de la commune de Brinon-sur-Sauldre émet un **avis défavorable**, sans motivation.

Dans sa délibération du 15 juin 2018, le conseil municipal de la commune de Clémont émet un **avis favorable**.

2.5 Avis des services

2.5.1 Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS)

Par lettre du 06 avril 2018, l'ARS considère que le projet n'aura pas d'impact sur le captage d'eau destinée à la consommation humaine dit « Route de Chaôn ». L'ARS considère que les émergences réglementaires sur le bruit seront respectées et que la problématique des poussières a été prise en compte.

L'ARS émet un **avis favorable** sur le projet.

2.5.2 Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)

Par arrêté du 06 juin 2018, le préfet de région a prescrit un diagnostic archéologique préalable à la réalisation du projet d'extension.

2.5.3 Avis de la Direction Départementale de Territoires (DDT)

Par lettre du 23 mai 2018, la DDT du Cher attire l'attention dans sa conclusion sur la nécessité :

- de consulter le Conseil Départemental du Cher sur le flux de passage de camions engendrés par le projet
- de soumettre le projet à l'avis de la CDPENAF au titre de la consommation d'espaces agricoles.
- de fournir une étude de compensation agricole qui sera soumise à l'avis de Madame la Préfète du Cher.

La DDT du Cher émet un **avis favorable** sous réserve de la prise en compte des éléments ci-dessus et de l'analyse de l'impact du projet sur la consommation d'espaces.

2.5.4 Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Par lettre du 13 juillet 2018, l'INAO n'émet pas d'objection sur le projet puisqu'il n'a aucune incidence sur les IGP « Val de Loire », « Volailles de l'Orléanais » et « Volailles du Berry » situées sur la commune de Brinon-sur-Sauldre.

2.5.5 Avis du Conseil Départemental du Cher (CD)

Par courrier du 24 juillet 2018, la direction des routes du CD du Cher s'appuie sur la diminution du trafic poids lourd de 15 PL par jour à 9 PL par jour et sur l'accès à la carrière inchangé pour émettre un avis favorable à ce projet.

2.5.6 Avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)

Le projet a fait l'objet d'un avis de la CDPENAF en date du 04 octobre 2018 qui a rendu l'avis suivant : La commission émet un avis favorable au renouvellement du droit d'exploitation ainsi qu'à son extension sous réserve d'examiner l'étude de compensation agricole si le projet y est soumis.

3 MESURES PRISES POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

3.1 Gestion de l'eau sur le site

Le projet concerne la nappe alluviale de la Grande Sauldre. Il se situe en dehors de périmètres de captage AEP.

Pour mémoire sur le plan sanitaire, le site dispose d'un toilette chimique (module sanitaire autonome) et l'eau potable est fournie sous forme de bouteilles. Une fosse septique étanche de 3000 l est reliée au toilette chimique. La fosse est vidangée en tant que de besoin par une entreprise spécialisée.

Aucun prélèvement d'eau (milieu naturel ou réseau public) ne sera autorisé.

3.1.1 Eaux superficielles

Le projet est implanté dans le bassin hydrographique de la Grande Sauldre dont il est à plus de 680 m.

La description du petit réseau hydrographique qui draine les alluvions autour du projet permet de conclure que l'emprise du projet n'intercepte pas les ruisseaux et les fossés identifiés.

Les eaux pluviales s'infiltrent de façon diffuse sur l'ensemble du site grâce à la perméabilité des alluvions et ne rejoignent pas directement les cours d'eau du secteur.

Le pétitionnaire n'a aucun stockage de carburant sur le site. Le ravitaillement de la pelle s'effectue sur place avec mise en place d'un kit anti pollution. Le ravitaillement des autres engins (chargeurs et tombereaux) se fait par camion-citerne sur une aire étanche de 100 m² reliée à un décanteur-deshuileur de classe 1 (rejet inférieur à 5 mg/l) vidangé annuellement. Le rejet s'effectuera dans le plan d'eau existant. Un suivi de la qualité des eaux de sortie du décanteur-deshuileur est prescrit selon une fréquence annuelle et pour les paramètres suivants : température, hydrocarbures totaux, pH, DCO, MEST (cf article 9.2.1).

Les lubrifiants et les huiles neufs et usés sont stockés dans un bac de rétention dans un local fermé. Le volume maximum est faible (0,4 m³).

L'entretien courant des engins se fait sur l'aire étanche. Le gros entretien s'effectue dans des ateliers hors du site.

3.1.2 Eaux souterraines

L'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ne prescrit aucune surveillance des eaux souterraines.

Le pétitionnaire propose de réaliser le suivi de la qualité des eaux d'un forage dont le code BSS est 04316X0008/F et du plan d'eau selon une fréquence annuelle et pour les paramètres suivants : température, hydrocarbures totaux, pH, DCO, MES.

Ces deux ouvrages ont les coordonnées Lambert II suivantes :

Ouvrage ou point de prélèvement	Coordonnées Lambert II étendu	
	X m	Y m
04316X0008/F	594675	2284375
Plan d'eau résiduel	594895,81	2284033,29

3.1.3 Mesures prises

Les mesures d'évitement et de réduction des impacts sont les suivantes :

- Maintien de l'hydraulique de la nappe alluviale : les berges en amont et en aval hydraulique seront constituées de matériaux perméables et talutées à 45° afin d'assurer la circulation des eaux souterraines ;
- Ravitaillement des engins par camion citerne sur l'aire existante étanche reliée à un décanteur-deshuileur vidangé annuellement. Son bon fonctionnement est contrôlé annuellement ;
- Consigne et mise à disposition de kit anti pollution adapté (de type oléophile).
- Stockage des produits dangereux (notamment huiles) dans des conteneurs étanches et fermés, disposés à l'intérieur de rétention adaptée ;
- Suivi qualitatif annuel via le réseau de surveillance de la qualité des eaux de la nappe alluviale existant au droit de la carrière. Ce réseau comprend un forage et le plan d'eau. Les paramètres mesurés sont : niveau piézométrique, température, hydrocarbures totaux, pH, DCO, MES.

Ces mesures d'évitement et de réduction des impacts seront prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral.

3.2 Faune, flore et milieux naturels

3.2.1 État initial

Le projet est inclus au sein du site Natura 2000 Sologne. La prise en compte de ces sensibilités écologiques constitue un enjeu du dossier.

Les enjeux écologiques du site sont assez limités sur les secteurs en renouvellement et en extension.

L'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 conclut à l'absence d'incidence du projet sur l'état de conservation des sites les plus proches.

3.2.2 Mesures prises

Le projet permet de conserver la majorité des milieux les plus intéressants :

- maintien de 140 m de la haie centrale sur les 230 m actuels et notamment la section abritant de vieux arbres ;
- conservation de la haie sud et d'une zone de nidification dans des secteurs déjà remis en état ;
- maintien, pendant la phase d'exploitation, de friches favorables à la reproduction.

Les mesures de réduction concernent essentiellement l'adaptation du calendrier d'intervention pour le défrichement de la haie et les décapages des terres en dehors des périodes sensibles pour l'avifaune, les reptiles et les amphibiens.

De manière argumentée, l'évaluation des incidences Natura 2000 conclut à l'absence d'effet résiduel significatif du projet sur l'état de conservation du site Sologne dans lequel l'emprise est localisée.

À juste titre, aucune mesure compensatoire n'est proposée et l'absence de nécessité de dérogation au titre de la réglementation sur les espèces protégées est bien justifiée.

Ces mesures d'évitement et de réduction seront prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral.

Le suivi du lucane cerf-volant proposé par l'exploitant ne semble pas nécessaire compte tenu du bon état de conservation de cette espèce localement et de la présence de nombreux milieux favorables en périphérie du site. Une prescription est néanmoins proposée (cf. article 9.4.3).

3.3 L'air

Les activités projetées ne sont pas de nature à engendrer des odeurs.

Les principales émissions atmosphériques sont liées aux rejets des gaz d'échappement des engins et des camions et aux émissions de poussières dues à l'extraction, aux chargements et à la circulation des engins et des camions.

L'entretien régulier des engins et leur remplacement contribuera à limiter la production de gaz à effet de serre.

Comme une partie de l'extraction se fera en fouille noyée et que le traitement des matériaux sera réalisé hors du site, les émissions de poussières seront limitées.

Afin de réduire cette nuisance, l'exploitant propose en cas de besoin un arrosage des pistes.

Le bâchage des camions n'est pas une mesure envisagée.

3.4 L'insertion paysagère

Le projet se situe à 1,4 km du centre de Brinon-sur-Sauldre. Il est contigu au CR 1 qui dessert Brinon-sur-Sauldre et Sainte Montaine.

Le site est implanté dans un environnement plutôt isolé caractérisé par une activité à dominante agricole. La zone sollicitée en extension porte sur des parcelles en culture et se rapproche des habitations situées au Nord.

En l'absence d'installations de traitement des matériaux, l'impact paysager se limite à la carrière et est peu modifié par l'extension projetée.

En revanche, le trafic des camions sur le CR 30 sera perçu par les habitations au lieu-dit « Les Pointards » situées au Nord du projet, en particulier par les logements à vocation touristique.

Comme mesure de réduction, le pétitionnaire réalisera des merlons de 3 m de hauteur entre la limite d'extraction et la limite d'autorisation sur la zone sollicitée en extension.

Du fait de la mise en place de ces merlons périphériques, la carrière sera en partie occultée. Le trafic des camions sera lui en partie occulté par les haies existantes.

Cette mesure de réduction sera prescrite dans le projet d'arrêté préfectoral.

3.5 Le bruit et les vibrations

Le fonctionnement de la carrière est prévu de jour, de 8h à 12 h et de 13h30 à 17h15, cinq jours par semaine. L'amplitude pourra être étendue (7h et 22h) en fonction des chantiers. Le site sera fermé les samedis, dimanches et jours fériés.

Les émissions sonores induites par le projet ont pour origine l'évolution des engins dans la zone d'extraction et la circulation des camions de transport. L'extension projetée va entraîner un déplacement de l'activité d'extraction vers le Nord. De fait, pour les habitations les plus proches du site, l'influence sera réduite sur les hameaux « La Saulaie » et « La Comette » situés au Sud mais plus importante pour le hameau des Pointards situé au Nord.

La mesure de bruit, réalisée dans le cadre de l'élaboration du dossier, met en évidence l'influence de la route départementale RD 234 sur le bruit résiduel.

Aucune mesure acoustique n'a été réalisée à ce jour. En effet, l'arrêté préfectoral en vigueur n'en prescrit pas.

Le pétitionnaire a estimé l'impact du projet selon une modélisation. Elle conclut sur le respect de l'émergence réglementaire.

Comme mesure de réduction, le pétitionnaire réalisera des merlons entre la limite d'extraction et la limite d'autorisation sur la zone sollicitée en extension. Ils constitueront une barrière vis-à-vis de la propagation du bruit (cf. § 3.4 ci-dessus).

Les engins seront également équipés d'avertisseur sonore « cri du lynx » et maintenus en bon état.

En conclusion, le projet aura une incidence sonore faible.

De plus, en l'absence d'utilisation d'explosif, le projet n'induit pas de vibration.

3.6 Le trafic routier

Le pétitionnaire souhaite diminuer sa capacité moyenne de production de 60 000 t/an à 35 000 t/an avec une production maximale de 60 000 t.

Cela se traduira par un trafic routier de l'ordre de 9 rotations (18 passages) par jour de camions de charge utile 30 T empruntant les mêmes itinéraires qu'actuellement (CR 1 puis CR 30 puis RD 923).

En moyenne, le trafic se fera sur une période annuelle comprise entre 140 jours (extraction moyenne de 35 000 t/an) et 240 jours (extraction maximale de 60 000 t/an).

3.7 Espaces agricoles et forestiers

L'exploitation de la carrière s'accompagne d'une disparition progressive de cultures (maïs) en fonction des phases d'exploitation. Il n'y a pas de stabulation à proximité du projet.

La remise en état prévoyant la réalisation d'un plan d'eau, la surface agricole (estimée à 0,5 % de la SAU de la commune) ne sera pas restituée.

Le propriétaire de l'ensemble des parcelles concernées par le projet souhaite arrêter son activité agricole et développer une activité touristique bénéficiant de la création du plan d'eau.

En outre, le projet ne concerne aucun espace forestier mais entraînera le défrichement partiel d'une haie existante.

3.8 Les capacités techniques et financières

La Société Entreprise CASSIER est une filiale du groupe LIGÉRIENNE GRANULATS suite à son rachat en 2012. Elle peut donc bénéficier du personnel et du matériel du groupe qui compte 75 salariés.

L'extrait Kbis mentionne un capital de 258 300 euros.

4 – GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant.

Les éléments fournis dans le dossier ont permis d'estimer les garanties financières à mettre en place.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période : ce montant inclut la TVA (Indice TP01).

Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site a été effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

La formule de calcul utilisée est : $CR = \alpha (S1 \cdot C1 + S2 \cdot C2 + L \cdot C3) \text{ €}$

Avec : CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée.

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires des berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au 1er février 2014, soit 703,60.

$\alpha = \text{Index (1+TVAR)} / \text{Index 0 (1+TVA0)}$ avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral, est celui d'août 2018 soit 110,2

Index 0 : indice TP01 de mai 2009 soit 616,50 ;

TVAR : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières, soit 0,20 ;

TVA0 : taux de la TVA applicable en mai 2009, soit 0,196.

L'autorisation a été sollicitée pour une durée de 10 ans. Ce qui correspond à deux périodes quinquennales. Sur cette base, le demandeur a effectué le calcul du montant pour chaque période et propose de retenir les valeurs du tableau ci après.

Périodes	S1 (ha)	S2 (ha)	L (m)	TOTAL en € TTC
A	2,2864	0,7373	1018	127 193
B	2,2864	0,7021	989	124 191

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. Toutefois, les montants indiqués dans le projet d'arrêté préfectoral ont été arrondis à l'entier supérieur.

5 – AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

L'examen de ce dossier a permis de s'assurer que :

- La demande de renouvellement de l'autorisation en vigueur et de l'extension de la carrière a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction, telle que prévue aux articles R.512-2 à 512-24 du Code de l'Environnement,
- Le projet est le meilleur compromis entre l'exploitabilité du matériau et les impacts sur l'environnement,
- Le dossier déposé apporte les éléments justifiant que l'exploitation de ce site ne générera pas d'impact supplémentaire susceptible de porter atteinte à la santé des habitants, tant au niveau de l'eau, de l'air, que du bruit ou des déchets,
- Les mesures proposées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que les dispositions complémentaires envisagées dans le projet d'arrêté préfectoral, sont en mesure de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,
- Le pétitionnaire détient, par contrat de forage, la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains concernés par l'extension projetée,
- La durée d'exploitation de 10 ans est compatible avec le volume de matériaux à extraire,
- Le projet est compatible avec les orientations du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, approuvé le 18 novembre 2015,
- Le projet est compatible avec les orientations du Schéma Départemental des Carrières, approuvé le 10 juin 2016, relative à la réduction des extractions en lit majeur,
- En l'absence de plan d'occupation des sols et de plan local d'urbanisme, le règlement national d'urbanisme permet d'autoriser la poursuite de l'exploitation d'une carrière sur la commune de Brinon-sur-Sauldre,

En conséquence, le service instructeur émet un avis favorable à cette demande d'autorisation.

6 – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Compte-tenu des éléments exposés ci-avant, l'inspection des installations classées propose à Madame la préfète du Cher d'autoriser l'activité prévue par le pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

Ces prescriptions intègrent notamment les préconisations formulées par les services consultés lors de l'instruction de la présente demande.

En application de l'article R. 512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation carrières – devra être consultée sur ce projet.

1

2

3